

J'ai 32 ans, je suis habitant de Lyon, sans religion, sans engagement dans un quelconque parti politique. Ce texte a été écrit entre le 7 et le 14 janvier, avant tout comme un besoin de s'exprimer. A la base ce n'est pas une tribune, un appel, mais une volonté de mettre noir sur blanc quelques sentiments nés de l'après 7 janvier 2015. Ce texte est une réaction (qui laisse beaucoup de questions en suspend qui mériteraient d'être développées), sur l'évènement lui-même mais aussi à propos de ce qu'on exprime plusieurs amis (ou amis d'amis) et à propos de mes lectures dans la masse énorme de publications qui a fleuri ici ou là. Il tente de proposer autre chose qu'un débat manichéen fondé sur des positions partisans ou des positionnements figés. Il s'interroge sur l'après Charlie sans prendre les chemins de l'extrême droite (moins d'immigration) ou des partis de gouvernement (plus de sécurité, plus de modération dans l'islam de France), mais aussi en contestant le flot de pessimisme exprimé à cette occasion par de nombreuses personnes plaidant pourtant pour un changement en profondeur.

Les illustrations sont extraites de l'hommage rendu par [Fluide Glacial](#) et les photos sont mon regard de la marche du 11 janvier 2015 à Lyon.

Je suis Charlie...et après ?

Au delà des analyses, une réalité qui s'impose le mercredi 7 janvier 2015: des personnes ont été assassinées pour leurs dessins, pour leur expression. D'autres personnes sont aussi mortes les jours suivants (20 morts au total), des policiers, des citoyens de toutes origines...C'est assez en soi pour être triste et choqué. La tristesse est toute particulière de voir disparaître des dessinateurs de talent, des provocateurs qui ont accompagné et égayé un bout de notre vie. On se dit d'ailleurs que la nature et l'intensité de cette tristesse doivent être moindres chez d'autres, ceux qui ignoraient ou parfois détestaient ce journal, ou encore les étrangers qui ont réagi en nombre. Mais tout le monde s'indigne, et c'est heureux. La situation est hors norme, elle crée une émotion forcément particulière et humaine qui appelle une réaction primaire. Se réunir pour être ensemble, juste ensemble, brandir un slogan pour exprimer des choses à la fois diverses mais aussi communes.

Les « réseaux sociaux » véhiculent un tel flot de mimétisme agaçant où prime une mode débile prétextant un pseudo engagement (coucou le *Ice bucket challenge*), qu'un rejet de l'unanime « Je suis Charlie » s'est vite propagé. C'est compréhensible, mais il est possible de ne pas suivre un tel mouvement sans pour autant reprocher aux autres de le faire. Peut être que l'impuissance et le manque de réponses crée cette (pseudo) rébellion, mais elle manque sa cible car le « vivre ensemble » ne peut se nourrir de mépris.

« Je suis Charlie » est un hommage, la version moderne d'une exclamation collective qui raisonne à l'échelle mondiale. Ne lui donnons pas une autre importance, un autre sens, tant ceux-ci sont multiples et variés.



Pourtant, il est possible de profiter de ce mouvement pour creuser certaines questions, casser les (soit disant) évidences, et réfléchir à l' « après » que nous voulons construire. On avance vers quoi, on fait quoi après cette émotion (sincère) et ces rassemblements (nécessaires) ?

La liberté d'expression est un enjeu fort, pas le principal thème d'avenir suite aux attentats

Réfléchir à l'après, c'est d'abord distinguer les enjeux qui traversent cet épisode. Et ne pas confondre l'hommage, l'exclamation évoquée précédemment avec une revendication creuse pourtant largement partagée : la liberté d'expression serait atteinte, on se lève pour la défendre. Ah bon ?

On peut s'interroger sur ce qui change pour l'avenir concernant la liberté d'expression. Réflexion rapide qui mène à une conclusion simple : la liberté d'expression n'est pas davantage menacée suite aux événements de Charlie Hebdo. Elle est touchée par l'évènement, questionnée, mais pourrait même en sortir renforcée.

Faire vivre la liberté d'expression demeure cependant un enjeu évident. Et nous devrions nous interroger plus souvent sur les atteintes importantes constatées en France (et dans le monde, cela va de soi). Il y a de quoi réfléchir et militer sur ce thème, de la « marchandisation de l'information aux dérives du journalisme » (© [ACRIMED](#)) en passant par la pauvreté des débats lors de l'affaire Dieudonné qui avait agité le début 2014 (oui, un problème de liberté d'expression a été posé, oui la liberté d'expression est sortie affaiblie par l'action du gouvernement et la décision du Conseil d'Etat, et dire cela n'est pas un jugement de fond sur les idées - détestables - de Dieudonné).

Battons nous pour cette liberté d'expression, parce que c'est un vrai sujet, mais ce n'est clairement pas pour ce droit fondamental qu'une nouvelle inquiétude d'avenir vient d'apparaître.



L'islam au second plan

La question de l'islam est au cœur des débats depuis ce 7 janvier. Aux côtés des idiots qui associent islam et terrorisme dans une rhétorique raciste ou *a minima* intellectuellement très pauvre, certains brandissent des « pas d'amalgame » en affirmant que la majorité des musulmans n'agissent pas ainsi. Dire cela, même si l'intention est souvent louable, c'est déjà laisser penser que les fanatiques représenteraient une minorité significative alors qu'ils ne représentent rien en France : en prenant une fourchette large, entre 1000 et 5000 personnes concernées, sur 5 millions de musulmans (0,001 %). A partir de là, toute démarche visant à solliciter une réaction des musulmans paraît totalement inappropriée. Y compris quand il s'agit d'exiger une acceptation des caricatures. Bien sûr qu'un musulman peut s'indigner de voir la caricature de Mahomet et même porter cela devant les tribunaux, au même titre qu'un catholique s'indigne de voir le Pape ou Jésus moqués, ce n'est pas le problème. On peut tout à fait être en désaccord avec cet humour qui choque sa conviction religieuse, tout en condamnant sans aucune restriction les réactions violentes à l'encontre du journal. Donc oui, beaucoup de musulmans ont été choqués par les dessins de Charlie Hebdo et le seront encore, et alors ? C'est une question accessoire ! L'islam n'est qu'un prétexte de radicalisation pour des personnes qui s'éloignent de la société, ou plutôt que la société éloigne. Mettre en avant cette question, ce n'est pas totalement hors sujet mais ça porte le risque de limiter la réflexion en esquivant d'autres questions bien plus fondamentales. A la rigueur, l'angle de l'islam aurait pu être pertinent dans la phase « hommage » des premiers jours (à distinguer de l'analyse de l'après) pour apporter un soutien aux musulmans et bien les identifier comme principales victimes des attentats.

**À WOLINSKI, CABU, CHARB,
TIGNOUS, HONORÉ... QUE DE
SOUVENIRS. J'AI BU, MANGÉ,
DESSINÉ, PUBLIÉ, RIGOLÉ,
DÉLIRÉ AVEC VOUS. AUX MORTS
AUX BLESSÉS... AUX PROCHES
DES VICTIMES DE CET ATTENTAT
AUSSI ABOMINABLE QU'ABSURDE...
JE DÉDIE MES PRIÈRES.**



La haine alimente la haine

Allons au-delà des apparences et poussons un peu l'analyse. Cet événement ne pose pas seulement la question de la montée du radicalisme de l'islam en France, à moins d'en rester aux conséquences en oubliant d'étudier les causes. Il doit nous interroger sur les raisons plus larges qui ont amené à cela.

Une réponse simpliste émerge malheureusement dans l'esprit de millions de français a déjà été fournie par plusieurs partis politiques - extrême droite en tête, suivie rapidement par N. Sarkozy et ses proches : ça serait la faute d'une immigration incontrôlée. Pas la peine de revenir ici sur ce fantasme, des personnes de différentes confessions peuvent très bien cohabiter dans un même pays. Les exemples sont nombreux (la France en tête, oui), et concevoir l'intégration comme un processus à sens unique c'est méconnaître gravement le sujet (et même faire un hors sujet quand on évoque la situation de personnes françaises de naissance). Pourtant cela ne va pas de soi, et ce racisme est toujours facile à véhiculer car il fait appel à des raisonnements et raccourcis simplistes. Il est de la responsabilité de tous de refuser cela. Et de s'interroger : qui attise la haine, la division, et donc attise les tensions et radicalise la société plutôt que d'œuvrer pour son harmonie ? Va-t-on longtemps répondre à cette question en désignant Al Qaida, Daesh, ou les islamistes radicaux dans les mosquées, sans voir l'évidente dérive de nombreux discours et de nombreuses actions gouvernementales depuis des années ? Une réflexion lue sur Internet pour illustrer ce propos : *"Il y a les gens qui sèment la haine et ceux qui la transforment en meurtres. Zemmour sème la haine tout comme certains prêcheurs islamistes. Ce n'est pas sa haine qui a tué aujourd'hui, mais si Al Qaeda cherche à opposer les communautés en France, Zemmour est leur allié objectif, et d'une efficacité redoutable."* Plus largement mais aussi plus précisément, il ne nous a pas échappé que les auteurs de l'attentat ont affirmés s'être radicalisés suite à la loi de 2004 sur le voile à l'école (inutile et stigmatisante, seuls 36 députés ont pourtant voté contre) et aux révélations de torture à Abou Ghraïb (qui n'ont soulevé que des réactions modérées des autorités françaises, diplomatie oblige).

Malheureusement ni l'info spectacle ni le modèle politique actuel (qui s'aligne sur cette info spectacle) n'incitent à cela. Que tout le monde brandisse du "Je suis Charlie" pourquoi pas, ça nous rassure collectivement (et c'est peut être nécessaire) mais qui est prêt à aller plus loin ? L'indignation ponctuelle généralisée (et consensuelle) c'est une chose probablement incontournable (et humaine) mais après le choc qui nous prend aux tripes nous pourrions pousser jusqu'au cerveau pour réfléchir. Pour s'indigner contre tous ceux qui divisent dans notre société, pour réagir lorsque la liberté d'expression est régulièrement atteinte ici ou ailleurs, mais surtout pour agir en profondeur afin que cela ne se reproduise pas.

Les terroristes sont nos semblables

Ce sont nos concitoyens, nos semblables qui ont attaqué (malgré les termes utilisés visant à les déshumaniser, à ne pas les compter parmi les morts de la semaine, à parler de « barbares » ou des « monstres »). Nous devons nous sentir concernés parce que ce sont avant tout des français passés par l'école, la justice, les services sociaux.



Comment des jeunes, français, en arrivent ils à une telle rupture avec la société pour commettre de tels actes ? Ces évènements doivent nous interroger sur les conditions de détention en France qui n'apportent rien aux personnes en termes de réinsertion et produisent l'effet contraire de celui recherché. Sur les inégalités dans l'éducation, l'accès à l'emploi, à la culture, etc. qui créent des marginaux. Si ces questions avaient été posées plus tôt, (et nous avons déjà, parmi d'autres, [l'expérience du cas Khaled Kelkal](#) pour tirer des leçons) alors nous n'en serions sûrement pas là. Les responsables des attentats, au-delà des auteurs eux-mêmes dont il n'est aucunement question (bien sûr) d'excuser les actes ou de les justifier, sont donc à chercher à plusieurs niveaux. Quelques articles, [tribunes](#) mettent cela en avant mais leur écho est limité. Les réactions politiques n'abordent pas, ou presque, ces questions à ricochet qui émergent pourtant avec évidence.

Il est indispensable de mener une réflexion profonde sur les conditions qui amènent à commettre ce type d'acte. En ce sens, soyons précis, experts, laissons de côté les slogans et les incantations pour changer les choses concrètement sans attendre l'arrivée au pouvoir de notre candidat idéal (existe-t-il ?). Jouer les anti-système constituera au mieux un bon défouloir au pire un message qui bloquera toute écoute des non convaincus. Bien sûr que tout est lié, bien sûr qu'on ne peut pas esquiver les réflexions sur notre machine à créer des inégalités, bien sûr qu'on est guidés par autre chose qu'un vulgaire amendement au prochain projet de loi. Mais bien sûr aussi qu'on n'avancera pas sans analyse et propositions détaillées pour avancer pas à pas.

Le problème de la prison par exemple ce n'est pas seulement – réponse simpliste là aussi – d'[isoler les radicaux](#), mais de se poser la question du sens de la prison dans les conditions actuelles. Les études et rapports en ce sens sont nombreux mais qui les relaie, qui les valorise et plaide pour cela autour de soi auprès de personnes (très nombreuses) que ça ne dérange pas que des délinquants soient privés de dignité en prison et ne puissent exercer des droits pourtant reconnus dans la loi ? Autre exemple en écho à la réponse sécuritaire qui se profile : qui est prêt à convaincre son voisin, son oncle, son collègue, qu'il est inacceptable que des lois consacrent la surveillance généralisée de nos conversations, de notre intimité ? Qui est conscient que ça ne va pas de soi que des personnes privées fouillent nos sacs à l'entrée des magasins ? A défaut d'opposition intelligente, tout cela va émerger comme une évidence et faire tristement l'unanimité. Pourtant les lois pour surveiller et punir existent (dont nombreuses d'entre elles portent déjà une atteinte importante à nos libertés individuelles), le débat n'est pas là et le réduire à cet aspect est ridicule.

Le parcours des criminels nous rappelle ici encore que c'est bien un pays, une société, qui « [fabrique ses délinquants](#) » (et ses criminels). Ce constat est partagé largement mais beaucoup de tensions apparaissent pourtant au sein de personnes opposées en commun au libéralisme et à l'individualisme (qui voudrait que chacun soit responsable de ses actes sans prise en compte du contexte).



Se saisir du rassemblement

La marche du 11 janvier a peu de sens pour défendre la liberté d'expression (voir *supra*) ou pour passer un message aux terroristes (à part celui qu'un acte minime – logiquement - a un impact énorme, ce qu'ils recherchent). Le propos ici n'est pas non plus d'appuyer une malhonnêteté intellectuelle qui consiste à affirmer que les millions de personnes défilaient pour plus d'égalité, d'éducation ou même de liberté (coucou [L'Humanité](#)). Les motifs étaient extrêmement variés (incluant un « refus de l'islamisation »), même si nous aimerions croire qu'une manifestation « républicaine » porte nécessairement en elle un message positif (et nous sommes quand même nombreux à avoir senti autre chose qu'un rassemblement creux et sans contenu).

Et si le seul dénominateur commun de ce rassemblement était, en plus d'un hommage que l'on ne sait comment exprimer autrement, une envie d'amour, de contact apaisé et de gentillesse en réaction à la violence ? Pourquoi refuser cela, pourquoi par exemple refuser les applaudissements envers une police que l'on est par ailleurs légitime le reste du temps à critiquer quand elle dysfonctionne (coucou les grenades offensives de Sivens) ? « One love » n'est pas qu'une chanson qui passe en boucle sur RFM, c'est aussi une base dont toute démarche humaniste doit se nourrir.

Aussi, au lieu de craindre que cette marche à l'ampleur historique ne pousse les français à conforter ou aggraver les politiques actuelles, à se recroqueviller et à suivre bêtement tous ceux qui iront dans la mauvaise direction, pourquoi ne pas au contraire nourrir l'espoir que le choc va aussi créer chez d'autres une envie de s'impliquer davantage en faveur de la justice sociale, de l'égalité, de la liberté ? Si l'on espère un jour convaincre une majorité de français d'adhérer à une autre politique, comment y arriver sans rencontrer toutes les personnes aux opinions différentes ?

En ce sens, la participation massive à cette marche constitue une occasion unique d'avancer. Le slogan n'était pas « plus de sécurité » ou « moins d'immigration » c'était « je suis Charlie ». Et nous pourrions soulever ça, partir de cette base quand le débat va inévitablement déraiser (coucou [M. Valls](#)) : au fait, c'est quoi Charlie, son irrévérence, son insoumission, son impertinence ?



En quoi est-ce constructif de se montrer subversif face à la masse, quand celle-ci exprime un message dont nous pourrions nous saisir pour avancer vers un monde meilleur ? Et ni la présence déplacée de chefs d'Etats du monde entier, ni les craintes légitimes de récupération, ou d'instrumentalisation ne constituent des arguments convaincants (ceux qui sont restés chez eux seraient donc *a contrario* dans le camp des identitaires ou autres fachos qui ont appelés à boycotter

cet élan ? Bien sûr que non !). Si nous laissons la place aux autres par dépit ou dégoût alors ils la prendront sans hésiter. On entend partout que « c'est le FN qui va profiter de tout cela », mais il va surtout en profiter si nous lui laissons le terrain libre. A force d'avoir peur de jouer les moutons, on risque de laisser place aux ânes, à force d'esquiver plutôt que de profiter des rencontres, à force de confondre le passé et l'avenir, l'objet et les effets (coucou la théorie du complot, la question « à qui profite le crime ? » n'ayant jamais constitué un début de démonstration sérieuse – ça ne veut pas dire qu'on sait tout), on risque encore davantage de voir nos craintes se concrétiser.



Il y a de l'hypocrisie, de la récupération, de la confusion dans tout cela. Une saturation aussi face aux idioties entendues à longueur de journée à propos de cet événement. C'est certain. Mais surmontons ça, soyons dans l'action positive plutôt que dans le rejet, ne considérons pas que toutes les opinions sont figées, bloquées, mais qu'au contraire tout combat passe par des contradictions à surmonter et des personnes à convaincre. Alors à nous de jouer maintenant ! S'unir autour de convictions communes, convaincre ceux qui ne les partagent pas, et tout simplement discuter, rencontrer, échanger, parfois débattre face à ceux qui ont défilé et brandi un slogan commun pour d'autres motifs que nous.

Le moment est particulier, et bien plus propice aux changements que tout autre jusqu'ici (y compris les grandes manifestations de ces dernières décennies). La fenêtre est étroite, et certains vont probablement s'y engouffrer sans nous demander notre avis. Les chances de convertir tout cela en une conquête sont minimes, il ne faut pas se le cacher. Mais parce que « lutte » n'est pas synonyme d'« aigreur », parce que « rébellion » n'est pas synonyme de « sectarisme », parce que « révolution » n'est pas le contraire d'amour ou d'ouverture, profitons-en pour rassembler tous ceux animés d'un esprit positif, constructif, intelligent et demandeurs d'un après « je suis Charlie » porteur d'espoir.